



Les organisations syndicales FNEC FP-FO 85, Sud Education 85, FSU 85 et CGT Educ'Action 85 dénoncent le nouveau protocole, qui voudrait contraindre les personnels à mettre en place de nouvelles règles, tout aussi inapplicables que les précédentes, voire contraires à la législation. Un nouveau casse-tête pour les collègues, une nouvelle pagaille générale annoncée !

Les personnels ont subi parfois trois réorganisations brutales du travail depuis le déconfinement (11-18 mai, 2 juin, 22 juin) sous des pressions hiérarchiques inacceptables et sans disposer de temps suffisant pour organiser des modifications dans l'accueil des élèves ou leur suivi à distance.

Mais le ministre ne se contente pas de provoquer le désordre dans les écoles et les établissements à grand coups de mesures contradictoires, il met aussi à profit la crise sanitaire pour avancer dans ses objectifs de remise en cause de l'école publique et des statuts des personnels.

Ainsi, il met en place les 2S2C pour que les collectivités territoriales prennent en charge les élèves sur le temps scolaire. Il entend aussi faire passer une proposition de loi visant à créer un emploi fonctionnel de directeur-directrice d'école, qui les transformerait de fait en supérieur-e hiérarchique soumis-e aux IA-DASEN et aux élu-e-s locaux, bouleversant ainsi le fonctionnement des écoles.

Il poursuit sa politique de suppressions de postes dans l'Education nationale. Il ne répond pas aux revendications des AESH. Pire, il organise une répression inacceptable envers les personnels qui entendent résister à ses réformes, et notamment les syndicalistes.

Et, alors qu'il poursuit ces mesures inacceptables, les enseignant-e-s sont traîné-e-s dans la boue à longueur de journée dans les médias !

Trop c'est trop ! Nous ne confinerons pas notre colère et nos revendications !

Les organisations syndicales FNEC FP-FO 85, Sud Education 85, FSU 85 et CGT Educ'Action 85 appellent les personnels à se rassembler mercredi 24 juin devant les DSDEN de la Vendée à partir de 14h.

Dans le respect des mesures de protection

Nous exigeons :

- **L'abandon des 2S2C**
- **L'abandon de la proposition de loi sur la direction d'école**
- **L'arrêt des suppressions de postes et la création des postes nécessaires dans l'Éducation nationale**
- **La création d'un vrai statut avec un vrai salaire pour les AESH**
- **L'abrogation de la réforme du baccalauréat et du lycée, des E3C et de Parcoursup**
- **L'augmentation des salaires et l'augmentation du point d'indice.**
- **L'arrêt total des mesures et procédures engagées contre tous les personnels ayant participé à des actions syndicales contre les réformes et le Bac Blanquer**